



# Actes de colloque

## L'itinérance au prisme des réalités régionales

Journée annuelle de mobilisation des connaissances dans les Laurentides

5 mai 2023

Centre intégré  
de santé  
et de services sociaux  
des Laurentides

Québec 

**UQO** CAMPUS DE  
SAINT-JÉRÔME

**CREMIS**  
Centre de recherche de Montréal  
sur les inégalités sociales,  
les discriminations et  
les pratiques alternatives  
de citoyenneté



Conseil de recherches en  
sciences humaines du Canada  
Social Sciences and Humanities  
Research Council of Canada

Canada 



# Table des matières

---

1. Remerciements.....	4
2. Horaire de la journée.....	6
3. Introduction.....	8
3.1. Conférence d'ouverture.....	9
3.2. Conférenciers – panel du matin.....	10
3.3. Atelier de mobilisation des connaissances.....	17
3.4. Conférenciers – panel de l'après-midi.....	19
3.5. Conférence de clôture.....	24
3.5. Atelier de mobilisation des connaissances.....	25
3.6. Prise de notes.....	28
4. Outils pour soutenir les pratiques.....	30

# Remerciements

## COMITÉ ORGANISATEUR

### Pierre Pariseau-Legault

Professeur  
Responsable des programmes de cycles supérieurs  
Département des sciences infirmières  
Université du Québec en Outaouais

### Isabelle A. St-Pierre

Professeure  
Département des sciences infirmières  
Université du Québec en Outaouais

### Guillaume Ouellet

Sociologue et chercheur, Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales, les discriminations et les pratiques alternatives de citoyenneté (CREMIS)  
Professeur associé, École de travail social, Université du Québec à Montréal

### Emmanuelle Bernheim

Professeure titulaire  
Chaire de recherche du Canada en santé mentale et accès à la justice  
Faculté de droit (section droit civil)  
Université d'Ottawa

### Audrey Bujold

Candidate au doctorat en sciences de la famille  
Université du Québec en Outaouais

### Sandrine Vallée-Ouimet

Étudiante au doctorat  
Département des sciences infirmières  
Université du Québec en Outaouais

### Véronique Leblanc

Agente d'information et de recrutement  
Université du Québec en Outaouais  
Campus de Saint-Jérôme

### Noémie Lacombe

Directrice adjointe  
Services ambulatoires en santé mentale, urgences psychosociales, services psychosociaux généraux et Info-Social, Direction santé mentale, dépendance et services psychosociaux généraux adulte (DSMDPGA), CISSS des Laurentides

### Émilie Contant

Chef d'équipe des dossiers transversaux et répondante régionale en Itinérance, Direction des programmes Santé mentale, dépendance et services psychosociaux généraux adulte, CISSS des Laurentides

### Audrey Larocque

Coordonnatrice des services psychosociaux généraux adulte et dossiers transversaux, Direction des programmes santé mentale, dépendance et services psychosociaux généraux adulte, CISSS des Laurentides

### Dominique Chayer

Agente de planification, de programmation et de recherche, répondante régionale en itinérance, Direction des programmes santé mentale, dépendance et services psychosociaux généraux adulte, CISSS des Laurentides

## ASSISTANTS DE RECHERCHE

### SOUTIEN À L'ANIMATION ET À LA LOGISTIQUE

### Émilie Cormier

Candidate au doctorat, cheminement scientifique et professionnel  
Département de psychologie  
Université du Québec à Montréal

### Mélyna Désy-Bédard

Candidate à la maîtrise, profil recherche  
Département des sciences infirmières  
Université du Québec en Outaouais

### Frédérique-Christine Fortin

Candidate à la maîtrise, profil intervention-recherche  
Département de sexologie  
Université du Québec à Montréal

### Olivier Laau-Laurin

Candidat à la maîtrise  
Département de travail social  
Université du Québec en Outaouais

### Marion Lazarovici

Étudiante à la maîtrise en administration des services de santé  
École de santé publique  
Université de Montréal

### Mégane Landry-Dugal

Étudiante à la mineure en arts et sciences  
Université de Montréal

### Mariane Leduc

Étudiante au baccalauréat  
Département des sciences infirmières  
Université du Québec en Outaouais

### Teodora M. Buraga

Étudiante au baccalauréat  
Département des sciences infirmières  
Université du Québec en Outaouais

### David Pelosse

Candidat à la maîtrise, profil recherche  
Département des sciences infirmières  
Université du Québec en Outaouais

## CONFÉRENCIERS

### Philippe-Benoît Côté

Professeur et chercheur  
Département de sexologie  
Université du Québec à Montréal

### Andrée Bédard

Cheffe d'administration du programme régional ESPOIR (itinérance)  
et des équipes SIM-SIV Rivière-du-Nord, CISSS des Laurentides

### Ariane Brisson

Candidate à la maîtrise  
Département de sexologie  
Université du Québec à Montréal

### Émilie Contant

Chef d'équipe des dossiers transversaux et répondante régionale en  
Itinérance, Direction des programmes Santé mentale, dépendance  
et services psychosociaux généraux adulte, CISSS des Laurentides

### Rudy Escoffier

Directeur  
Projet Logement Montréal (PLM)

### Elizabeth Greissler

Professeure et chercheuse  
École de travail social  
Université de Montréal

### Dre Marie-Ève Goyer

Médecin de famille  
Cheffe médicale adjointe des services spécifiques en itinérance,  
dépendance et santé mentale au CIUSSS Centre-Sud-de-l'île-de-  
Montréal.

### Noémie Lacombe

Directrice adjointe, Services ambulatoires en santé mentale, ur-  
gences psychosociales, services psychosociaux généraux et Info-Soc-  
ial, Direction santé mentale, dépendance et services psychosociaux  
généraux adulte (DSMDPGA), CISSS des Laurentides

### Caroline Leblanc

Travailleuse sociale  
Candidate au doctorat en santé communautaire-Toxicomanie  
Sous la direction des Professeures Christine Loignon et Karine  
Bertrand  
Faculté de médecine et des sciences de la santé de l'Université de  
Sherbrooke  
La GID—Chaire de recherche des IRSC sur le genre et l'intervention  
en dépendance : [www.la-gid.ca](http://www.la-gid.ca)

### Julien Levy

Sociologue et politiste  
Co-porteur de la Chaire PUBLICS des politiques sociales  
Université Grenoble Alpes, CNRS, Sciences Po Grenoble

### Judith Sigouin

Travailleuse sociale  
Intervenante, Équipe Connexion  
Étudiante au doctorat  
École de travail social,  
Université de Montréal

### Anne Thibault

Avocate et coordonnatrice de la clinique interdisciplinaire en droit  
social de l'Outaouais (CIDSO), étudiante à la maîtrise en droit, Faculté  
de droit (section droit civil), Université d'Ottawa

### Gabriel Uribelarrea

Sociologue  
Co-porteur de la Chaire PUBLICS des politiques sociales  
Université Grenoble Alpes, CNRS, Sciences Po Grenoble

## PARTENAIRES

Centre intégré  
de santé  
et de services sociaux  
des Laurentides  
Québec 

UQO  CAMPUS DE  
SAINT-JÉRÔME

CREMIS  
Centre de recherche de Montréal  
sur les inégalités sociales,  
les discriminations et  
les pratiques alternatives  
de citoyenneté

 Conseil de recherches en  
sciences humaines du Canada  
Social Sciences and Humanities  
Research Council of Canada

Canada 

## Horaire de la journée

8h00 – 8h45	<b>Accueil des participants</b>
8h45 – 9h00	<b>Mots d'ouverture</b> <b>Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides</b> <b>Université du Québec en Outaouais</b>
9h00 – 9h45 <b>Conférence d'ouverture</b>	<b>Comprendre les relations d'assistance et de soin des personnes sans abri par le prisme du non-recours</b> <b>Julien Levy</b> Sociologue et politiste, co-porteur de la Chaire PUBLICS des politiques sociales Université Grenoble Alpes, CNRS, Sciences Po Grenoble  <b>Gabriel Uribelarrea</b> Sociologue, co-porteur de la Chaire PUBLICS des politiques sociales Université Grenoble Alpes, CNRS, Sciences Po Grenoble
9h45 – 11h00 <b>Panélistes : entrée, sortie, points tournants et points de bascule de l'itinérance régionale</b>	<b>L'enchevêtrement des points tournants du passage à l'itinérance chez les hommes : l'étude de cas des Laurentides</b> <b>Philippe-Benoît Côté</b> Professeur et chercheur   Département de sexologie Université du Québec à Montréal  <b>Ariane Brisson</b> Étudiante à la maîtrise   Département de sexologie Université du Québec à Montréal  <b>Points de bascule et prise en charge des demandes dans le RSSS: la réflexivité, l'intersectorialité et la proximité comme possibles outils pour faire mieux</b> <b>Judith Sigouin</b> Travailleuse sociale   Intervenante, Équipe Connexion   Étudiante au doctorat École de travail social – Université de Montréal
	<b>Cartographie du système d'hébergements et de logements pour les personnes en situation d'itinérance dans les Laurentides – Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides</b> <b>Noémie Lacombe</b> Directrice adjointe, Services ambulatoires en santé mentale, urgences psychosociales, services psychosociaux généraux et Info-Social   Direction santé mentale, dépendance et services psychosociaux généraux adulte (DSMDPGA) CISSS des Laurentides  <b>Émilie Contant</b> Chef d'équipe des dossiers transversaux et répondante régionale en Itinérance   Direction des programmes Santé mentale, dépendance et services psychosociaux généraux adulte CISSS des Laurentides  <b>Andrée Bédard</b> Cheffe d'administration du programme régional ESPOIR (itinérance) et des équipes SIM-SIV Rivière-du-Nord CISSS des Laurentides

11h00 – 11h15	<b>Pause</b>
11h15 – 12h00	<b>Atelier 1</b> <i>Personnes en présentiel seulement.</i>
12h00 – 12h45	<b>Dîner</b>
	<b>L'accès au logement privé comme porte de sortie de l'itinérance : une expertise bâtie depuis 2015 par Projet Logement Montréal</b> <b>Rudy Escoffier</b> Directeur Projet Logement Montréal (PLM)
12h45 – 14h20	<b>L'importance de la défense collective des droits des personnes judiciairisées : stratégies d'action et de mobilisation à la Clinique interdisciplinaire en droit social de l'Outaouais</b> Anne Thibault Étudiante à la maîtrise, avocate et coordonnatrice de la clinique interdisciplinaire en droit social de l'Outaouais (CIDSO)
<b>Panélistes : adaptabilité des approches et des modèles d'intervention auprès des personnes en situation d'itinérance</b>	<b>Les besoins et les forces des personnes qui habitent la rue : une invisibilisation nuisible</b> Caroline Leblanc Travailleuse sociale   Candidate au doctorat en santé communautaire-Toxicomanie sous la direction des Professeures Christine Loignon et Karine Bertrand Faculté de médecine et des sciences de la santé de l'Université de Sherbrooke La GID — Chaire de recherche des IRSC sur le genre et l'intervention en dépendance : <a href="http://www.la-gid.ca">www.la-gid.ca</a>
	<b>« Aller vers » les personnes en situation d'itinérance dite cachée : une réflexion</b> <b>Elizabeth Greissler</b> Professeure et chercheuse École de travail social – Université de Montréal
14h20 – 15h05	<b>Abaisser le seuil, réduire les barrières : comment le réseau de la santé et des services sociaux peut-il s'adapter aux besoins de personnes en situation d'itinérance ?</b> <b>Dre Marie-Ève Goyer</b> Médecin de famille, Cheffe médicale adjointe des services spécifiques en itinérance, dépendance et santé mentale CIUSSS Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal
15h05-15h20	<b>Pause</b>
15h20 – 16h20	<b>Atelier 2</b> <i>Personnes en présentiel seulement.</i>
16h20-16h45	<b>Synthèse et mot de la fin</b>

## Introduction

L'itinérance est très souvent appréhendée comme un phénomène urbain dans les discours publics et par la recherche sociale. Pourtant, les communautés régionales périphériques aux grandes villes sont aussi durement touchées par l'itinérance, notamment la région des Laurentides. Au cours des dernières années, les difficultés d'accès à un logement abordable et sécuritaire dans plusieurs régions du Québec et du Canada se sont accompagnées d'une forte augmentation du coût de la vie, l'indice des prix à la consommation présentant une variation sur douze mois de 5,2 % au moment de l'impression de ce livret (Statistique Canada, 2023). La région des Laurentides doit aussi composer avec plusieurs « points de bascule » vers l'itinérance sur son territoire. Ces points de bascule concernent, par exemple, les ruptures de services associées à la sortie d'établissements, dont les centres de détention, les unités psychiatriques et les centres jeunesse. À cela s'ajoutent plusieurs facteurs individuels et structurels contributifs à l'itinérance tels la pauvreté, la discrimination, l'insécurité du logement, l'accès difficile aux services de santé primaires ou spécialisés, la violence et les problématiques relationnelles ou interpersonnelles (Gaetz & Dej, 2017). Depuis le début de la pandémie de COVID-19 et encore aujourd'hui, on remarque aussi une amplification marquée de la détresse psychologique et de ses conséquences sur le bien-être des personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir, ainsi que sur les intervenants de la communauté.

Au cours des dernières années, les programmes et les services destinés aux personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir ont été fortement sollicités et éprouvés par une transformation rapide du tissu social, reconnue comme contributive au risque de passage vers l'itinérance. Dans ce contexte, les acteurs régionaux en itinérance ont démontré une forte résilience. Les pratiques de solidarité et le travail en réseau se sont rapidement réorganisés, ce qui s'illustre par la création de nouveaux partenariats, l'émergence de nouvelles pratiques de proximité et l'implantation de nouveaux services. Malgré tout, certaines personnes en situation d'itinérance chronique sont encore difficilement rejointes par ces services, allant parfois jusqu'à ne pas y recourir malgré la complexité et l'urgence de leurs besoins.

Dans ce contexte, plusieurs acteurs de la région des Laurentides ont manifesté le souhait de se doter d'un espace pour réfléchir et échanger à propos d'initiatives locales, s'informer des pratiques prometteuses et émergentes en itinérance et poursuivre la construction de nouveaux liens de collaboration intersectoriels. Cette première édition de « L'itinérance au prisme des réalités régionales » est organisée afin de répondre à ces besoins. Cette journée annuelle de mobilisation des connaissances rassemble une large variété d'acteurs concernés par le développement des savoirs et de pratiques émergentes ou prometteuses en itinérance : chercheurs, experts expérimentés, étudiants, gestionnaires, décideurs et intervenants des milieux institutionnels et communautaires. Ces personnes proviennent d'une très grande variété de secteurs, tous concernés par le phénomène de l'itinérance dans les Laurentides.

Au nom du comité organisateur, nous espérons que cet événement contribuera à enrichir les réflexions portant sur les nouvelles pratiques de solidarité à promouvoir afin de lutter contre l'itinérance, dans une perspective régionale de prévention primaire, secondaire et tertiaire.

### **Pierre Pariseau-Legault**

Professeur et chercheur

Responsable des programmes de cycles supérieurs

Département des sciences infirmières

Université du Québec en Outaouais



## 3.1. CONFÉRENCE D'OUVERTURE

GRANDE CONFÉRENCE

### Titre

Comprendre les relations d'assistance et de soin des personnes sans-abri par le prisme du non-recours

### Conférenciers

#### Julien Lévy

Sociologue et politiste  
Co-porteur de la Chaire PUBLICS des politiques sociales  
Université Grenoble Alpes  
CNRS, Sciences Po Grenoble\*, Pacte  
38000 Grenoble, France

\* School of Political Studies Univ. Grenoble Alpes.

Les travaux de recherche de Julien Lévy portent sur les (non-)relations entre l'offre sociale et ses destinataires, en particulier dans le champ des politiques sociales liées à l'accueil, l'hébergement et l'accès au logement des personnes sans-abri ou vivant en habitats précaires. Ses recherches mobilisent notamment la notion de non-recours afin d'interroger la façon dont les personnes accèdent ou non, pour différents motifs, aux services et dispositifs censés les concerner. Il s'intéresse également aux ressources non-institutionnelles que mobilisent les personnes en situation de précarité.

#### Gabriel Uribebarrea

Sociologue  
Co-porteur de la Chaire PUBLICS des politiques sociales  
Université Grenoble Alpes  
CNRS, Sciences Po Grenoble\*, Pacte  
38000 Grenoble, France

\* School of Political Studies Univ. Grenoble Alpes

Les travaux de recherche de Gabriel Uribebarrea portent sur les expériences d'habiter au sein au sein d'espaces précaires, ainsi que sur les relations d'aide et de soin entre les personnes sans domicile et les professionnels de l'assistance. Il mène, en parallèle, une réflexion sur la participation des personnes concernées (que cela concerne celles en situation d'habitats précaires ou les professionnels) aux dispositifs d'enquête sociologique et à la production de connaissances, à partir de différentes expérimentations méthodologiques.

### Résumé de la présentation

Cette présentation s'intéressera aux relations entre les services sociaux et de soins et les personnes sans domicile en s'appuyant sur la notion de « non-recours ». Elle mettra ainsi en discussion deux thèses en sciences sociales : celle de Julien Lévy (2021) intitulée « *Les "grands exclus" : une catégorie d'exceptions. Évolutions du traitement politique des sans-abri chroniques en France depuis les années 1980* » ; et celle de Gabriel Uribebarrea (2020), intitulée « *Le souci des patients sans-abri. Enquêter sur la relation entre le monde médical et le monde de l'assistance.* » Cette discussion permettra d'éclairer l'intérêt analytique du « non-recours », appréhendé ici selon deux approches distinctes, mais complémentaires. Il s'agira, pour Julien Lévy, de montrer en quoi une perspective en termes de « non-recours » s'avère heuristique pour analyser, de manière socio-historique, l'évolution des actions et des politiques développées à destination des personnes sans domicile qualifiées comme de « grands exclus ». Il s'agira, pour Gabriel Uribebarrea, de penser le (non-)recours aux soins des personnes sans domicile à partir d'une sociologie des attachements.

### À RETENIR

1. Le phénomène du non-recours renvoie à la situation de toute personne qui ne bénéficie pas d'une offre publique, de droits et de services, à laquelle elle pourrait prétendre (Warin, 2016). Il s'agit ici de comprendre les situations de non-recours dans lesquelles peuvent se trouver les personnes sans domicile et d'en exposer certaines raisons.
2. L'analyse de l'offre sociale permet de constater que les actions institutionnelles sont dans certains cas susceptibles de générer des situations de non-recours. Cette analyse permet également de s'intéresser aux ressources que trouvent et développent les personnes sans domicile hors des institutions. Elle permet de se défaire d'une approche « institutionnalo-centrée » du sans-abrisme.
3. Par attachements, nous entendons ce à quoi tient une personne, qu'il s'agisse d'une autre personne, d'un animal, d'un lieu, d'un produit, etc. Il s'agit ici de comprendre à quoi tiennent les personnes sans domicile et dans quelle mesure les intervenants sociaux considèrent ces attachements dans l'accompagnement médico-social qu'ils leur proposent.

## Les enjeux pour l'évolution des politiques sociales, des programmes et des pratiques d'intervention :

1. L'approche en termes de « non-recours » invite à penser le rapport à l'offre sociale des publics et, à ce titre, contribue à réinterroger sa pertinence et ses qualités.
2. L'approche en termes de « non-recours » invite à reconnaître les ressources que développent les personnes aux bords des institutions et, à ce titre, contribue à réimaginer le fonctionnement de certains dispositifs d'intervention sociale.
3. L'approche en termes de « attachements » invite à considérer ce qui importe pour les personnes sans domicile et la manière dont les pratiques des professionnels en tiennent compte, ou non, dans leurs interventions.

## 3.2. CONFÉRENCIERS – PANEL DU MATIN

### PREMIÈRE PRÉSENTATION

#### Titre

L'enchevêtrement des points tournants du passage à l'itinérance chez les hommes: l'étude de cas des Laurentides

#### Conférencier et conférencière

##### Philippe-Benoît Côté

Professeur et chercheur  
Département de sexologie  
Université du Québec à Montréal

Philippe-Benoît Côté, Ph. D., est professeur au département de sexologie de l'Université du Québec à Montréal. Il dirige un projet de recherche et d'actions concertées financé par le Fonds de Recherche du Québec - Société et culture (FRQSC) sur la pluralité des trajectoires de vie chez les hommes en situation d'itinérance au Québec. Il est chercheur régulier au Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales, les discriminations et les pratiques alternatives de citoyenneté (CREMIS).

##### Ariane Brisson

Étudiante à la maîtrise  
Département de sexologie  
Université du Québec à Montréal

Ariane Brisson, B.A., est étudiante à la maîtrise au département de sexologie de l'Université du Québec à Montréal. Son mémoire porte sur la planification et l'évaluation d'une formation permettant aux intervenant.es d'aborder la sexualité sans jugement avec les jeunes en situation d'itinérance. À titre d'auxiliaire de recherche, elle coordonne le projet de recherche sur la pluralité des trajectoires de vie chez les hommes en situation d'itinérance au Québec. Elle travaille à l'organisme L'Anonyme comme agente de soutien aux opérations au programme de sécurité urbaine, volet cohabitation sociale.

#### Résumé de la présentation

Si la conception de l'itinérance chez les hommes s'est longtemps limitée à l'image du « hobo » ou du « clochard », les transformations sociales actuelles viennent redéfinir les contours des processus d'exclusion sociale. Ces transformations sociales font en sorte que l'itinérance chez les hommes ne peut plus se comprendre uniquement à la lumière d'une conception chronique et visible. Or, les travaux disponibles se concentrent principalement sur les facteurs individuels, sans tenir compte de l'enchevêtrement des enjeux structurels liés à la pauvreté, à l'exclusion sociale et au territoire qui marquent les parcours de vie des hommes en situation d'itinérance.

Inspirée par les travaux sur la désaffiliation sociale (Castel, 1994), cette communication vise à réfléchir aux points tournants du passage à l'itinérance chez

les hommes à partir de l'étude de cas des Laurentides. Ancrés dans une enquête qualitative réalisée dans huit régions de la province de Québec, les constats présentés sont tirés principalement des participant.es rencontré.es dans les Laurentides. Dans cette région, treize personnes intervenantes ont été rencontrées lors de groupes de discussion et cinq hommes en situation d'itinérance ont été rencontrés en entrevue individuelle.

Les résultats issus de l'analyse des témoignages illustrent que le passage à l'itinérance chez les hommes s'explique par un enchevêtrement de facteurs de vulnérabilité. Au niveau des facteurs structurels, les hommes sont exposés à de multiples pertes de statuts socio-économiques, comme des pertes d'emploi, de revenus et de logement, qui engendrent un effritement de leur sentiment de dignité. Ces pertes s'inscrivent dans un contexte social

marqué par la masculinité hégémonique, qui introduit des rapports de domination entre les hommes et qui se combine à des situations de discrimination à l'égard des hommes minorisés. Pour ce qui est des facteurs territoriaux, la région des Laurentides est un vaste territoire caractérisé par une concentration particulière de services dans les grandes villes, comme Saint-Jérôme, qui limite les possibilités de soutien pour les hommes. Les participant.es disent que les hommes installés dans les Hautes-Laurentides tendent à rester dans la région et à adapter leur fonctionnement en conséquence, alors que, dans les Basses-Laurentides, la proximité avec la ville de Montréal facilite les déplacements interrégionaux. En regard des facteurs institutionnels, plusieurs hommes sont confrontés à des passages difficiles au sein des institutions, comme les services de protection de la jeunesse, le milieu carcéral et les centres de réadaptation en dépendance, qui alimentent un sentiment de méfiance à l'égard du système d'assistance. En plus de cette perte de confiance à l'égard des institutions, la peur de se montrer vulnérable et la quête de liberté font en sorte que les hommes sont peu enclins à demander de l'aide. En ce qui concerne les facteurs interpersonnels, les relations sociales des hommes sont marquées par des expériences de violence et d'exclusion qui les conduisent à vivre de l'isolement social. En effet, les témoignages révèlent que l'itinérance s'inscrit dans un processus de désaffiliation sociale constitué, notamment, d'expériences familiales difficiles qui poussent les hommes à la rue, de ruptures

conjugales qui amplifient leurs défis de santé mentale, de décès qui entraînent une désorganisation sociale et des affiliations à des groupes criminels qui engendrent un processus de judiciarisation. Du côté des facteurs individuels, les participant.es évoquent un cumul de défis de santé mentale, de santé physique, de consommation de substances et de dépendance aux jeux qui fragilisent leurs parcours de vie. Ces différents défis individuels entraînent à la fois des expériences de précarité socio-économique (perte d'emploi, de revenu, de logement) et de ruptures sociales (exclusion familiale, rupture conjugale, isolement) qui participent au processus de désaffiliation sociale des hommes.

Ces résultats présentent la complexité du passage à l'itinérance chez les hommes en mettant de l'avant l'enchevêtrement des différents facteurs de vulnérabilité. Cette communication montre que les différents points tournants de l'itinérance des hommes s'inscrivent dans un processus de désaffiliation sociale qui cumule à la fois des enjeux propres à la région des Laurentides, mais aussi des mécanismes d'exclusion liés aux rapports de genre, aux barrières d'accès aux services, aux limites des programmes sociaux et aux systèmes de discrimination. Ces constats montrent l'importance de repenser les stratégies d'intervention pour mieux tenir compte de la pluralité des points tournants pour agir et prévenir l'itinérance chez les hommes.

---

## À RETENIR

1. Le passage à l'itinérance chez les hommes est complexe et s'explique par un enchevêtrement de facteurs de vulnérabilité qui ne se limitent pas aux enjeux individuels.
2. L'itinérance chez les hommes est caractérisée par le cumul de mécanismes d'exclusion sociale liés aux rapports de genre, aux barrières institutionnelles et administratives et aux systèmes de discrimination.
3. La région des Laurentides comporte des enjeux territoriaux et institutionnels qui participent au processus de désaffiliation sociale des hommes.

## Les enjeux pour l'évolution des politiques sociales, des programmes et des pratiques d'intervention

1. L'importance de transformer les structures et les institutions afin de prévenir l'itinérance chez les hommes.
2. L'importance de bonifier l'offre et l'accessibilité de services aux diverses réalités des hommes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir.
3. L'importance de développer des services ouverts, flexibles, humains et bienveillants pour favoriser le lien de confiance auprès des hommes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir.

### Titre

Points de bascule en itinérance et prise en charge des demandes dans le réseau de la santé et des services sociaux : la réflexivité, l'intersectorialité et la proximité comme possibles outils pour faire mieux

### Présentatrice

#### Judith Sigouin

Travailleuse sociale  
Intervenante, Équipe Connexion  
Étudiante au doctorat  
École de travail social  
Université de Montréal

En 2013, après deux ans comme travailleuse sociale au programme de maintien à domicile pour les personnes en perte d'autonomie, j'ai commencé à travailler à l'équipe Connexion dans le CIUSSS Centre-Ouest-de-l'île-de-Montréal. Le mandat de cette équipe est d'offrir des suivis de santé et psychosociaux de proximité à des personnes en situation d'itinérance ou à risque de l'être et de leur faciliter l'accès aux services existants. Je détiens à présent le double rôle de spécialiste en activité clinique pour cette équipe et celle du PRISM (Projet de réaffiliation en itinérance et santé mentale), ainsi que d'agente pivot en itinérance pour ce CIUSSS. Parallèlement à cette carrière clinique, j'ai rédigé un mémoire de maîtrise qui portait sur l'expérience de la stigmatisation chez les hommes ex-détenus au Québec et l'effet de ce stigmate sur leur construction identitaire. Je poursuis actuellement des études doctorales et mon projet de thèse vise à mieux comprendre l'établissement de l'alliance thérapeutique en contexte d'accompagnement social et institutionnel en itinérance. Je participe depuis 2019 à différents projets de recherche, articles et colloques scientifiques qui me permettent d'élaborer des réflexions émanant autant de ma recherche doctorale que de ma pratique professionnelle.

### Résumé de la présentation

Ma contribution pour cette journée réflexion traitera de la prise en charge des situations de points de bascule en itinérance par le réseau de la santé et des services sociaux (RSSS). Ma présentation sera grandement teintée de mon expérience professionnelle au sein de ce réseau. Je vois dans cette contribution non pas l'occasion de faire le procès du RSSS au Québec, mais plutôt l'opportunité de mettre en lumière de manière très concrète certaines failles de ce réseau. Ce faisant, il est tout aussi important de mettre en lumière les pratiques déjà mises en place par les intervenants, mais qui sont peu documentées et qui peuvent aider à contourner ces failles.

Selon la littérature, les causes de l'itinérance sont multiples. En effet, ce phénomène serait la plupart du temps un effet résultant de l'accumulation de différents facteurs. Ces facteurs sont généralement divisés selon leur origine individuelle, relationnelle, structurelle ou institutionnelle (Ministère de la Santé et des Services sociaux, 2022, ci-après MSSS). Cependant, lorsqu'on parle de « points de bascule », les facteurs contributifs à l'itinérance se précisent davantage. On parle alors spécifiquement d'évènements tels que la perte de logement, d'emploi, la sortie d'institution (hôpital, milieu d'incarcération, centre jeunesse, etc.) (MSSS, 2022; Forchuk, *et al.*, 2018) ou encore de ruptures relationnelles importantes (séparation, deuil, etc.) menant à un départ

du domicile, un déracinement et un isolement subit ou progressif (MacDonald, *et al.*, 2020).

Que ce soit dans l'un ou l'autre de ces contextes, faire appel au RSSS sous-entend, dans la grande majorité des cas, une nécessité d'implication rapide des services d'aide. Comment ces demandes d'aides sont-elles accueillies et traitées dans le RSSS actuel, sachant qu'elles constituent un point de bascule potentiel en itinérance ? On ne peut se pencher sur cette question sans soulever le nouveau paradigme de gestion étatique qui s'est infiltré dans le RSSS et a transformé celui-ci au tournant des années 2000 (Bellot *et al.*, 2013). Issue de la gestion des entreprises privées, celle que l'on nomme « nouvelle gestion publique » (NGP) est centrée sur l'efficacité et la rentabilité des services (Turcotte et Bastien, 2010; Bourque, 2009).

Mon hypothèse est que, quelle que soit la bonne volonté des professionnels, la forme actuelle du système de réception et de traitement des demandes d'aide psychosociale dans le RSSS est incompatible avec l'exigence d'une prise en charge adéquate des points de bascule vers l'itinérance. Cette incompatibilité est liée à trois aspects de la nouvelle gestion publique : 1) l'offre de services à la personne est recadrée et limitée à une partie de sa situation, celle-ci ayant été morcelée pour faciliter

une réponse efficace et mesurable de la part du RSSS. En conséquence, les intervenants se voient confier la tâche d'intervenir par l'entremise de services qui ciblent des besoins à court terme et qui ne considèrent souvent pas la personne dans sa globalité (Côté, 2012). De plus, 2) dans ce modèle, on note une tendance à médicaliser les situations sociales (Otero, 2010; Carrier, 2013). Il s'agit d'une vaine tentative d'offrir une réponse experte et unidimensionnelle aux problèmes sociaux, au détriment d'approches plus sensibles à leur nature multifactorielle. Ce faisant, on tend à catégoriser les usagers pour les faire correspondre à certains services en place plutôt que l'inverse (Hacking, 2005; Rist, 2015). Enfin, 3) les services tendent à favoriser la gestion administrative des demandes de services au détriment du travail clinique, alourdissant grandement leur processus de traitement (Bourque, 2009).

Pour soutenir ces propos, je présenterai un exemple de cas clinique dont j'ai été témoin. Il s'agit d'une situation

de point de bascule possible vers l'itinérance dont le traitement dans le réseau illustre mon propos, dans la mesure où il fait écho aux trois aspects précités. À la suite de cet exemple, je réfléchirai à diverses pistes de solutions issues de la littérature scientifique et de ma pratique clinique. En partant de l'idée principale qu'il faille s'éloigner du dogme de la nouvelle gestion publique et d'une vision néolibérale de ce que doivent être les services de soins, trois propositions seront discutées : 1) favoriser les pratiques réflexives et créatives, ce qui par le fait même soutient le pouvoir d'agir des intervenants (Côté *et al.*, 2019) et l'unicité de la relation avec la personne accompagnée (Alexander, 2013), 2) consolider le travail intersectoriel pour faciliter la prise en compte globale de la situation des personnes concernées, et 3) humaniser les rouages du système pour les rendre plus fluides et moins propices à une multiplication des failles dans lesquelles la prise en charge d'une demande d'aide peut tomber (MacDonald, *et al.*, 2020).

---

## À RETENIR

1. Les situations représentant un possible point de bascule en itinérance sous-entendent dans la grande majorité des cas une implication rapide du RSSS et des services d'aide, en raison de l'aspect « décisif » de la situation sur la trajectoire de vie de la personne.
2. Plusieurs aspects du système de réception et de traitement des demandes d'aide psychosociale dans le RSSS sont incompatibles avec les exigences qu'implique la réponse à la demande d'un individu en contexte de possible point de bascule vers l'itinérance. Cette incompatibilité est principalement expliquée par l'implantation de la nouvelle gestion publique au sein du RSSS.
3. Les pratiques réflexives et créatives, ainsi que le travail intersectoriel, sont des outils essentiels pour améliorer la prise en charge par le RSSS des situations pouvant constituer un point de bascule en itinérance.

## Les enjeux pour l'évolution des politiques sociales, des programmes et des pratiques d'intervention

1. Le système de prise en charge des situations pouvant agir comme points de bascule vers l'itinérance est alourdi par la prédominance des approches administratives dans le RSSS. Cela rend inefficace le traitement des demandes des personnes se retrouvant dans ces situations de précarité.
2. La standardisation des pratiques dans le RSSS a eu pour effet de technocratiser le travail des intervenants sociaux. Cela faisant, cette culture de gestion laisse moins de place au jugement clinique ainsi qu'au pouvoir d'agir de ces acteurs, ce qui rend plus difficile la création d'une relation thérapeutique entre les intervenants et les personnes accompagnées.
3. La médicalisation des problèmes sociaux a pour effet de segmenter les situations complexes des personnes en diverses catégories de problématiques pour les faire correspondre aux services en place plutôt que l'inverse. Dans cette mesure, non seulement la personne n'est plus considérée dans sa globalité, mais cela tend à multiplier les divisions entre les services, le travail en silo dans le système et les risques qu'une demande d'aide tombe dans une « faille » du système sans être prise en charge en temps opportun.

## RÉFÉRENCES

- Bellot, C., Bresson, M., et C. Jetté (2013). *Le travail social et la nouvelle gestion publique*. Québec, Presses de l'Université du Québec.
- Alexander, C.E. (2013). *Mutuality and reciprocity in relationships: Generalist social workers' considerations and strategies for managing their relationship with clients*. Thèse de doctorat, Université de Calgary. <http://doi.org/10.11575/PRISM/27045>
- Bourque, D. (2009). *Transformations du réseau public de services sociaux et impacts sur les pratiques des intervenants sociaux au Québec*. Chaire de recherche du Canada en organisation Communautaire, UQO, Cahier 0907.
- Carrier, N. (2013). Chapitre 13 : De la problématisation des usages et usagers de drogues illicites. Dans M. Otero et S. Roy (dir), *Qu'est-ce qu'un problème social aujourd'hui ? Repenser la non-conformité* (p.249-278). Presse de l'Université du Québec.

- Côté, P.-B. (2012). *Besoins et droits, deux modèles en politiques sociales en itinérance au Québec*. *Nouvelles pratiques sociales*, 24(2), 151-167.
- Côté, P.-B., MacDonald, S.-A., & Renard-Robert, G. (2019). *Renverser la subordination*. *Revue du CREMIS*, 11 (2), 16-20. [https://www.cremis.ca/sites/default/files/revues/revue\\_du\\_cremis\\_vol1112\\_2019\\_en\\_ligne.pdf](https://www.cremis.ca/sites/default/files/revues/revue_du_cremis_vol1112_2019_en_ligne.pdf)
- Forchuk, C., Reiss, J., Babcock, C., Benbow, S., Booth, R., Shariff, S., Catunto, D., Dingwall, C., Northcott, S., & Vann, R. (2018). *Évaluation d'une stratégie visant à prévenir la sortie des sans-abris des pôles de soins de santé physique*. <https://www.rondpointdelitinérance.ca/sites/default/files/attachments-fr/Rapport%20final%20SDFV2X.pdf>
- Hacking, I. (2005). Façonner les gens II. *Philosophie et histoire des concepts scientifiques : Collège de France*. p. 385-402. <https://www.college-de-france.fr/agenda/cours/faconner-les-gens-ii>
- MacDonald, S.-A., Côté, P.-B., Fontaine, A., Greissler, É., & Houde, S. (2020). *Démarche qualitative du deuxième portrait de l'itinérance au Québec : Regards croisés et approfondissement des connaissances*. Montréal, Québec : Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales, les discriminations et les pratiques alternatives de citoyenneté (CREMIS), CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal. [https://api.cremis.ca/wp-content/uploads/2021/12/Rapport-final\\_2020-05-26\\_Version-finale\\_murale.pdf](https://api.cremis.ca/wp-content/uploads/2021/12/Rapport-final_2020-05-26_Version-finale_murale.pdf)
- Ministère de la Santé et des Services Sociaux du Québec. (2022). *L'itinérance au Québec-Deuxième portrait*. <https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/document-003477/>
- Otero, M. (2010). Le fou social et le fou mental : amalgames théoriques, synthèses empiriques et rencontres institutionnelles. *Sociologies, Théories et recherches*, 1-23.
- Rist, B. (2015). Le travail des émotions dans les pratiques d'intervention sociale. Dans M.-H. Soulet. *Les nouveaux visages du travail social*. p. 185-204. Fribourg : Academic Press.
- Turcotte, L., & Bastien, R. (2011). Services publics, gestion axée sur les résultats et regards ethnographiques : utopie ou dystopie? *Revue Altérité*, 7(2), 9-26.

## TROISIÈME PRÉSENTATION

### Titre

Cartographie du système d'hébergements et de logements pour les personnes en situation d'itinérance dans les Laurentides – Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides

### Présentatrices

#### Noémie Lacombe

Directrice adjointe, Services ambulatoires en santé mentale, urgences psychosociales, services psychosociaux généraux et Info-Social, Direction santé mentale, dépendance et services psychosociaux généraux adulte (DSMDPGA), CISSS des Laurentides

Criminologue de formation, Noémie Lacombe a réalisé un programme de deuxième cycle en organisation des services sociaux et de la santé. Elle a débuté ses six premières années de carrière au service de police de la Ville de Granby. Elle œuvre maintenant et depuis près de 7 ans au CISSS des Laurentides dans des fonctions de supervision clinique et de gestion. Elle est actuellement directrice adjointe - Services ambulatoires en santé mentale, urgences psychosociales, services psychosociaux généraux et Info-Social. Dans les dernières années, elle a notamment travaillé à la mise en place d'un modèle durable d'intervention sociale en contexte de sécurité civile et à l'actualisation de plusieurs ententes de collaboration dans des dossiers tel que celui des violences sexuelles, de la violence conjugale et de l'itinérance.

#### Émilie Contant

Chef d'équipe des dossiers transversaux et répondante régionale en Itinérance, direction des programmes Santé mentale, dépendance et services psychosociaux généraux adulte, CISSS des Laurentides

Bachelière en psychoéducation et détentrice d'une maîtrise en intervention en dépendances, elle œuvre depuis 20 ans au CISSS des Laurentides. Depuis 2008, elle est Agente de planification programmation et recherche pour la Direction des programmes Santé mentale, dépendance et services psychosociaux généraux adultes au CISSS des Laurentides. Chef d'équipe des dossiers transversaux, elle agit comme responsable professionnelle des dossiers Itinérance, violence conjugale, violence sexuelle, santé bien-être des hommes et des femmes, sécurisation culturelle, ainsi que du Réseau d'éclaireurs en santé psychologique et des Services psychosociaux généraux adultes.

#### Andrée Bédard

Cheffe d'administration du programme régional ESPOIR (itinérance) et des équipes SIM-SIV Rivière-du-Nord, CISSS des Laurentides

Bachelière en travail social depuis 1998, elle est aussi détentrice d'une maîtrise en santé mentale. Dans les 10 dernières années, elle a œuvré dans plusieurs domaines de la santé mentale, entre autres à la coordination du guichet d'accès en santé mentale, des équipes d'intervention en santé mentale, de l'accueil psychosocial et de la crise. Dans les trois dernières années, elle s'est formée comme gestionnaire auprès des équipes d'intervention et d'hébergement en santé mentale. Elle occupe actuellement le poste de cheffe d'administration du programme régional ESPOIR et des équipes SIM-SIV pour Rivière-du-Nord au CISSS des Laurentides.

## Résumé de la présentation

L'itinérance est un enjeu social et collectif important qui a pris beaucoup d'ampleur dans les Laurentides au cours des dernières années. Il requiert une adaptation constante. D'ailleurs, une exacerbation du phénomène de l'itinérance a été constatée, non seulement en raison de la pandémie, mais également face à plusieurs autres facteurs, dont la pénurie de logements et l'appauvrissement de cette population vulnérable. En ce sens, le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides, en collaboration avec les partenaires interministériels, intersectoriels et communautaires, travaille activement à la prévention et à la mise en place de solutions permettant la réinsertion des personnes en situation d'itinérance.

L'enjeu d'accessibilité au logement a justifié l'importance d'effectuer une analyse spécifique permettant d'avoir une meilleure connaissance du continuum des services d'hébergement et de logements. L'ensemble des partenaires a démontré un grand intérêt à réaliser une collecte de données permettant de répertorier et réaliser une analyse diagnostique des services actuels dans chacun des réseaux locaux. Une des hypothèses soulevées par les différents milieux porte sur l'ancrage des acteurs dans leurs rôles respectifs, mettant de l'avant des enjeux face à la souplesse et l'agilité de mise en œuvre de services adaptés pour les personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir.

Plus concrètement, une des priorités identifiées est le principe de « no wrong door », où toutes les portes d'entrée devraient permettre de faciliter un accès aux logements et à une prise en charge globale des besoins de cette population afin de favoriser la réaffiliation. En ce sens, il s'avérait important d'effectuer une cartographie détaillée des services pouvant être considérés comme des points de contact pour les personnes en situation d'itinérance. De fait, la Cartographie du système d'hébergements et de logements pour les personnes en situation d'itinérance des Laurentides permet d'avoir une connaissance et une compréhension commune du continuum de services, en plus de documenter les interrelations entre les différentes activités et les interactions entre l'ensemble des acteurs travaillant auprès des personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir.

L'analyse effectuée permet de mettre en lumière certains grands constats quant au continuum de services d'hébergements et de logements dans les Laurentides. Plusieurs défis sont présents. Il appert que les centres de jour/soir/nuit, les hébergements en itinérance, les sorties d'établissement, la pénurie de logements, l'accessibilité aux soins de santé et services sociaux, la sécurité et les populations présentant des caractéristiques de vulnérabilité ont été identifiés comme étant les principaux enjeux du continuum vers le logement. Cependant, il importe aussi de faire ressortir plusieurs initiatives du milieu ayant un impact majeur chez les personnes en situation d'itinérance.

D'ailleurs, du côté du CISSS des Laurentides, plusieurs mesures ont été prises afin de sensibiliser les directions et les professionnels à l'égard d'une approche « no wrong door » et de l'importance de prioriser la clientèle en situation d'itinérance ou à risque de le devenir dans le réseau de la santé. Le tout s'inscrit d'ailleurs en cohérence avec les objectifs de la stratégie d'accès en itinérance. Au cours des années 2020-2021, un travailleur social et une infirmière ont été ajoutés aux équipes de Saint-Jérôme, spécifiquement pour faciliter l'accès aux services en itinérance. Cela a permis de démontrer les avantages d'une approche de proximité de type « outreach » et donc de réfléchir à une offre de service permanente à implanter rapidement. Ainsi, grâce au Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026, l'ajout d'un nouveau programme a été effectué. Au courant des derniers mois, plusieurs actions dans le milieu ont été observées. Le programme régional ESPOIR (équipe de suivi de proximité offrant de l'intervention en réinsertion) permet d'assurer l'accessibilité, le repérage, l'évaluation des besoins et l'accompagnement des personnes, tout en offrant une approche adaptée en lien avec les troubles concomitants. À ce propos, le programme ESPOIR propose également des soins de proximité face aux problématiques concomitantes de santé mentale en offrant des consultations auprès d'une psychiatre directement dans les organismes d'hébergement en itinérance. Le programme s'inscrit dans une logique de partenariat entre la communauté et les différents milieux institutionnels. Le bilan d'une première année d'activité permet de mettre en lumière les grands constats réalisés à l'égard de l'itinérance dans les Laurentides.

---

## À RETENIR

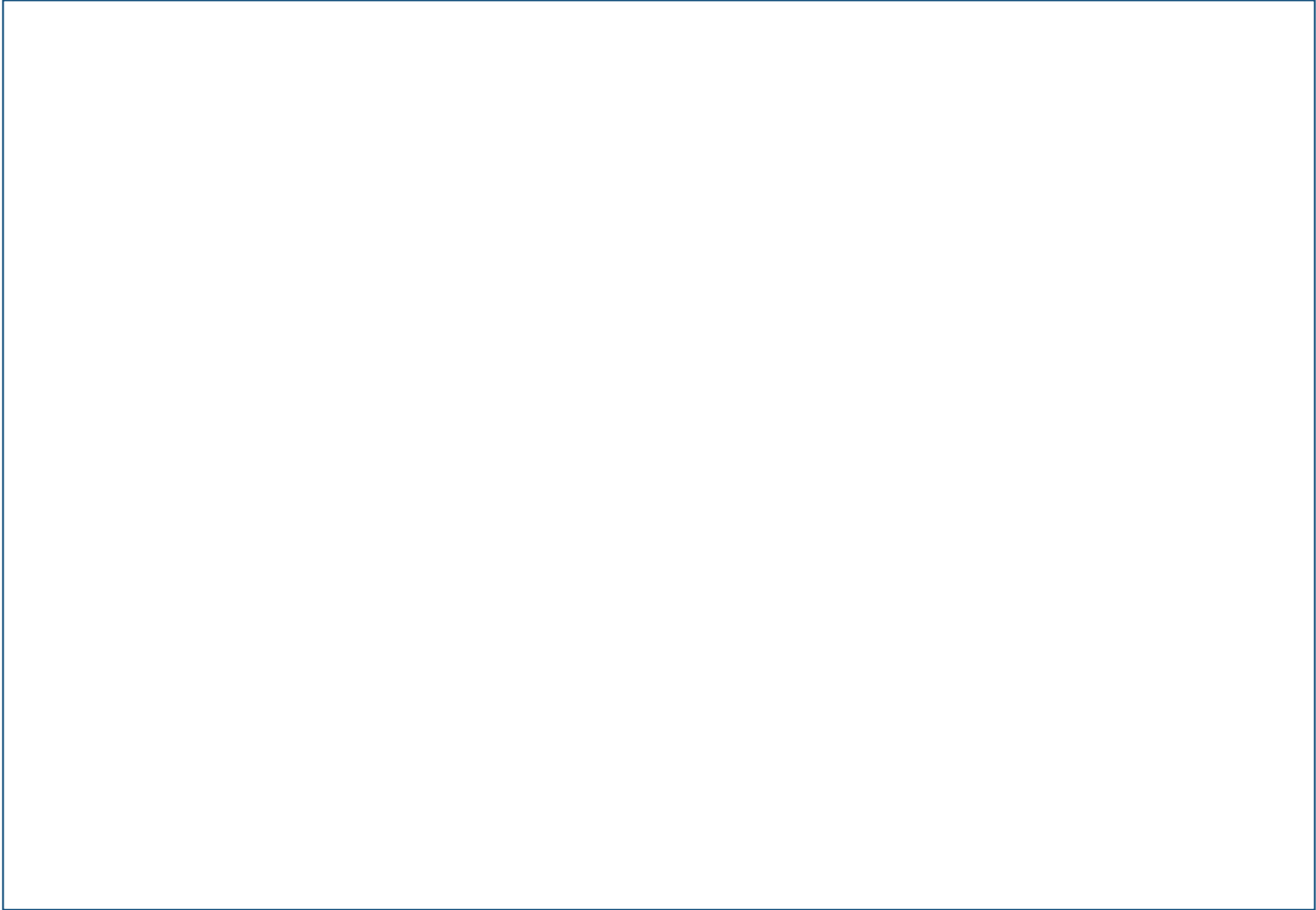
1. La cartographie des ressources d'hébergements de logements dans les Laurentides a permis de recenser et d'élaborer un portrait de l'ensemble des services offerts pour les personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir. Il appert que les centres de jour/soir/nuit, les hébergements en itinérance, les sorties d'établissement, la pénurie de logements, l'accessibilité aux soins de santé et services sociaux, la sécurité et les populations présentant des caractéristiques de vulnérabilité ont été identifiés comme étant les principaux enjeux du continuum vers le logement.
2. Malgré les défis recensés, plusieurs initiatives locales et régionales permettent de faciliter l'accès au logement. La pandémie a, certes, eu des impacts considérables face à l'augmentation de la demande en itinérance, mais elle a aussi permis de belles initiatives et actions concertées démontrant un modèle de concertation optimal lorsque l'ensemble des partenaires s'allient afin de répondre aux besoins spécifiques de cette population vulnérable.
3. Conformément aux meilleures pratiques cliniques et organisationnelles en itinérance, le CISSS des Laurentides a mis de l'avant le Programme ESPOIR composé d'intervenants cliniques spécialisés en itinérance et dépendance dont des infirmières cliniciennes et des agents de relations humaines et ce, avec le soutien de psychiatres et de médecins répondants. Ce service permet d'adapter l'offre de soins afin de rejoindre directement les personnes en situation d'itinérance dans leurs milieux de vie, au moment le plus approprié, pour leur offrir les services dont elles ont besoin, en particulier par la pratique « outreach » afin de contrer le phénomène des portes tournantes et les consultations à l'urgence.

## Les enjeux pour l'évolution des politiques sociales, des programmes et des pratiques d'intervention

1. **L'accès au logement :** La pénurie de logements permanents, sécuritaires, salubres et abordables ainsi que les difficultés reliées à l'accès au logement ou aux programmes de soutien au logement pour les personnes en situation d'itinérance sont des enjeux freinant la réaffiliation et la sortie de la rue, créant par le fait même, un goulot d'étranglement vers les services en amont.
2. **La prévention de l'itinérance :** Il ne suffit pas de s'attaquer à l'itinérance en hébergeant simplement les personnes en situation d'itinérance. Il est possible d'avoir un réel impact en priorisant des actions en amont prévenant l'itinérance avant qu'elle ne se produise. Avec une compréhension des trajectoires menant à l'itinérance, on souhaite trouver des solutions novatrices pour la prévenir.
3. **L'intersectorialité :** Les institutions et les intervenants de tous les domaines concernés par l'habitation, la santé, les services sociaux, le revenu, l'éducation, l'insertion sociale, l'insertion socioprofessionnelle, les municipalités et la judiciarisation partagent la responsabilité de prévenir et de contrer l'itinérance. Ces secteurs d'intervention et d'actions obéissent à des missions, des règles et des exigences administratives qui sont difficiles à concilier. Leur coordination et concertation s'avère essentielle afin d'assurer une réponse aux enjeux de l'itinérance et une plus grande accessibilité aux services.



**3.3. ATELIER DE MOBILISATION DES CONNAISSANCES**



---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---



## 3.4. CONFÉRENCIERS – PANEL DE L'APRÈS-MIDI

### PREMIÈRE PRÉSENTATION

#### Titre

L'accès au logement privé comme porte de sortie de l'itinérance : une expertise bâtie depuis 2015 par Projet Logement Montréal

#### Présentateur

##### Rudy Escoffier

Directeur  
Projet Logement Montréal (PLM)

Rudy Escoffier est formé en éducation spécialisée. Il a notamment travaillé durant plus de 8 ans dans le réseau de la santé sur l'Équipe Mobile de Référence et d'Intervention en Itinérance (EMRII) auprès de multiples clientèles, dont les populations marginalisées et la santé urbaine. Cette expérience lui a octroyé de riches acquis dans le domaine de la relation d'aide et dans la compréhension des enjeux comportementaux, sociaux, judiciaires et identitaires touchant plus particulièrement les personnes en situation d'itinérance. C'est en tant que coordonnateur clinique qu'il a rejoint, il y a quatre ans, le milieu communautaire. Désormais directeur du Projet Logement Montréal (PLM), il continue d'œuvrer auprès de personnes en situation d'itinérance en faisant du logement permanent la pierre angulaire des options durables de sortie de la rue.

Dynamique, optimiste et proactif, il agit à titre de chargé de cours en éducation spécialisée et formateur pour le CIUSSS Centre-Sud de l'Île-de-Montréal. Il a à cœur de transmettre les meilleures pratiques à la relève et aux professionnels de la santé.

#### Résumé de la présentation

Depuis sa création en 2015, grâce à l'alliance des quatre grands refuges de Montréal (La Maison du Père, la Mission Bon Accueil, l'Accueil Bonneau et la Mission Old Brewery), le Projet logement Montréal (PLM) a permis à plus de 700 personnes d'accéder à un logement privé subventionné sur l'île de Montréal. Ce projet est inspiré de l'approche « Housing First » développé par Sam Tsemberis à New York en 1992 et des résultats de recherche du Projet « Chez Soi » réalisé entre 2009 et 2013. Il a grandi d'année en année pour être aujourd'hui la plus grande équipe travaillant avec l'approche de stabilité résidentielle avec accompagnement (SRA).

La présentation de la structure de PLM, des rôles de chacun et de la répartition des logements sur l'Île de Montréal permettra de mieux situer le cadre d'action et le fonctionnement opérationnel dans la communauté. Les différentes statistiques sur les profils variés de clientèle et sur la mise en logement permettront une meilleure compréhension du projet et de son évolution.

Notons qu'au fil des années, les politiques fédérales, provinciales et municipales ont eu des impacts significatifs sur les programmes de financement du logement permanent en itinérance. De nouveaux

partenariats comme l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) et le Service régional en itinérance se sont créés et différentes études de suivi en logement ont été effectuées. Les personnes en situation d'itinérance chronique, clientèle cible du « Housing first » et de PLM à ses débuts, a progressivement été rejointe par une clientèle en situation d'itinérance cyclique et même situationnelle avec les impacts de la pandémie de COVID-19 en 2020.

Aujourd'hui, la crise du logement est un défi supplémentaire auquel PLM, comme tout le milieu de l'itinérance, est confronté. Le suivi psychosocial en logement, effectué conjointement par un intervenant et un agent de logement auprès de chaque participant de PLM, a su s'adapter à différentes réalités et aux enjeux de comorbidité impactant la stabilité résidentielle, par exemple les problèmes de santé mentale, de dépendance, de vieillissement, les problèmes de santé physique, de déficience intellectuelle et de troubles du spectre de l'autisme, de judiciarisation, etc. La mise en place d'un guichet d'accès et le maillage serré avec les partenaires du milieu communautaire et du réseau de la santé ont été nécessaires pour assurer un taux de maintien en logement avoisinant 80 %.

La sensibilisation et la formation des partenaires référents sur les principaux enjeux qui compromettent la stabilité résidentielle d'une personne ont été nécessaires pour mieux orienter les usagers vers les programmes de logement adaptés à leurs besoins. Notre vision est de permettre un accès coordonné aux différentes offres de logement à même le terrain et les hébergements d'urgence.

Enfin, nous ne pouvions pas réfléchir un continuum de service sans nous assurer que l'accompagnement soit aussi adapté aux personnes les plus autonomes. La création d'une équipe post-suivi permet de pérenniser tout le travail de stabilisation fait par les usagers et les partenaires dans les premières années de suivi.

---

## À RETENIR

1. L'approche SRA a dû être adaptée à la réalité de Montréal, aux contraintes du marché locatif et aux politiques influençant les critères des programmes de financement.
2. Le travail conjoint avec les partenaires en itinérance a été primordial afin de les sensibiliser aux enjeux du maintien en logement et orienter les usagers vers les bons services.
3. Il est nécessaire de repenser le continuum de services pour éviter les fins de suivi abruptes, d'orienter les personnes vers les services de préemployabilité et de fournir aux usagers les outils pour faire face aux situations à risque.

## Les enjeux pour l'évolution des politiques sociales, des programmes et des pratiques d'intervention

1. Il est nécessaire d'influencer les politiques et les décideurs des programmes en ce qui concerne l'adaptation des critères de l'accès au logement permanent pour optimiser les services aux besoins des personnes en situation d'itinérance.
2. Le pouvoir d'action du milieu communautaire est une force considérable pour offrir des solutions durables et créatives. L'expertise développée par les organisations est riche et fondée. Il est important de rester vigilant afin que les financements octroyés assurent la pérennité des organisations.
3. L'itinérance est multifactorielle. Il est primordial de mobiliser les bons acteurs pour répondre aux enjeux de la crise du logement, de précarité financière et d'accès aux services de santé dans la lutte à l'itinérance.

---

## DEUXIÈME PRÉSENTATION

### Titre

L'importance de la défense collective des droits des personnes judiciairisées : stratégies d'action et de mobilisation à la Clinique interdisciplinaire en droit social de l'Outaouais

### Présentateur

#### Anne Thibault

Étudiante à la maîtrise, avocate et coordonnatrice de la clinique interdisciplinaire en droit social de l'Outaouais (CISDO)

Anne Thibault est coordonnatrice de la Clinique interdisciplinaire en droit social de l'Outaouais (CISDO), mise en place par une équipe de chercheurs de l'Université d'Ottawa et de l'Université du Québec en Outaouais. Elle est avocate de formation et candidate à la maîtrise en droit à l'Université d'Ottawa. Elle a contribué à la mise en œuvre de la programmation de la clinique depuis sa création en 2020, qui est motivée par les nombreuses recherches montrant la croissance de la judiciarisation des personnes vivant des troubles de santé mentale et/ou en situation d'itinérance. Dans ce contexte, la CISDO a tissé de nombreux partenariats auprès d'acteurs communautaires régionaux en Outaouais et offre gratuitement ses services aux personnes en situation d'instabilité résidentielle ou d'itinérance. La CISDO agit également comme clinique école auprès d'étudiants en sciences infirmières, en travail social et en droit, ce qui contribue à sensibiliser ces futurs intervenants aux enjeux spécifiques à l'itinérance.

## Résumé de la présentation

Cette présentation aura pour objectif de discuter des principaux constats de la recherche menée dans le cadre de la création de la Clinique interdisciplinaire en droit social de l'Outaouais (CIDSO). Cette clinique est implantée dans le milieu communautaire de Gatineau par des chercheur.es et des étudiant.e.s de l'Université d'Ottawa et de l'Université du Québec en Outaouais.

La recherche menée au Québec et à l'international démontre une augmentation des procédures judiciaires visant des personnes vivant dans la pauvreté ou en situation d'itinérance, dans tous les domaines de droit et dans toutes les sphères de la vie personnelle. Alors que les cliniques juridiques offrent information et conseils juridiques individuels, la défense collective des droits demeure incontournable pour contrer les enjeux

structurels en lien avec le phénomène de judiciarisation. C'est notamment le cas des actions menées en contexte d'itinérance.

Cette communication expliquera l'étendue des besoins de soutien et d'accompagnement des personnes en situation d'instabilité résidentielle ou d'itinérance à Gatineau, dont celles qui consultent à la clinique. Enfin, reconnaissant les nombreux processus de discrimination et de marginalisation des personnes en situation d'itinérance ou à risque de l'être, cette présentation adoptera une perspective interdisciplinaire sur les enjeux de reconnaissance, de défense, de soutien à l'exercice et de mise en œuvre des droits humains, dont la pertinence de développer une approche fondée sur les droits.

---

## À RETENIR

1. L'expérience de la Clinique interdisciplinaire en droit social de l'Outaouais (CIDSO) démontre l'ampleur du manque de ressources régionales pour répondre adéquatement aux besoins de base des personnes en situation d'itinérance ou à risque de l'être.
2. Il est important de nommer l'inaction, voire l'acceptabilité perçue d'un tel manque de ressources de la part des acteurs étatiques, qui entraîne un non-respect des droits de base des personnes en situation d'itinérance.
3. L'action collective ancrée dans sur une approche fondée sur les droits est susceptible d'agir comme contre-pouvoir face à une telle inaction.

## Les enjeux pour l'évolution des politiques sociales, des programmes et des pratiques d'intervention

1. La non-reconnaissance des réalités régionales par les acteurs étatiques et l'aveuglement volontaire dont ils font preuve quant au phénomène de l'itinérance au Québec est un enjeu majeur au développement de solutions durables.
2. L'absence de financement suffisant devant l'ampleur du phénomène constitue un vecteur de non-respect des droits humains, notamment du droit à la dignité et à la sécurité des personnes en situation d'itinérance.
3. Le recours aux instruments juridiques présente le potentiel de tenir les acteurs étatiques plus redevables et imputables de leurs inactions face au phénomène de l'itinérance.

## TROISIÈME PRÉSENTATION

### Titre

Les besoins et les forces des personnes qui habitent la rue : une invisibilisation nuisible

### Présentatrice

#### Caroline Leblanc

Travailleuse sociale  
Candidate au doctorat en santé communautaire-  
Toxicomanie  
Sous la direction des Professeures Christine  
Loignon et Karine Bertrand  
Faculté de médecine et des sciences de la santé  
de l'Université de Sherbrooke  
La GID—Chaire de recherche des IRSC sur le  
genre et l'intervention en dépendance : [www.la-gid.ca](http://www.la-gid.ca)

Caroline Leblanc est détentriche d'une maîtrise en travail social et mène actuellement une recherche doctorale en santé communautaire sous la direction des Professeures Christine Loignon et Karine Bertrand. Son projet de recherche s'appuie sur une approche participative et ethnographique. Il porte sur le non-recours aux refuges en période hivernale chez des personnes qui habitent la rue. Les travaux de Caroline Leblanc jettent un éclairage nouveau sur leur situation de vie et les conséquences que cela peut avoir sur leur santé. Ayant à cœur la justice sociale, elle place les personnes qui vivent ou ont vécu en contexte d'itinérance à l'avant-plan de ses recherches afin de leur permettre de s'exprimer sur cette réalité et ainsi sensibiliser les décideurs sur les enjeux vécus.

## Résumé de la présentation

De plus en plus d'instances orientent leurs actions dans l'optique de mettre fin à l'itinérance. Le Gouvernement du Canada (Société canadienne d'hypothèques et de logement, 2021) a adopté une stratégie sur le logement et il a reconnu en 2019 que le logement est un droit et une nécessité pour respecter la dignité et le bien-être de nos communautés. Cependant, malgré la bonne volonté de chacun, dans les faits, la crise du logement prend de plus en plus d'ampleur et les besoins de logement deviennent criants pour une plus grande partie de la population. En effet, la financiarisation, c'est-à-dire que le logement est vu comme une marchandise, un véhicule de richesse et d'investissement plutôt qu'un droit fondamental (Bureau de la défenseure fédérale du logement, 2022), ébranle l'accès au logement et amène davantage de personnes à vivre une situation d'itinérance. Parmi elles, plusieurs se retrouvent dans l'impossibilité de répondre à leurs besoins malgré l'offre d'hébergement

mise en place actuellement et se retrouvent à habiter la rue. Par conséquent, cette présentation s'appuie sur les résultats d'une recherche participative et ethnographique sur le non-recours aux ressources d'hébergement qui a été menée par et avec des personnes ayant vécu ou vivant en contexte d'itinérance, ainsi que sur certaines connaissances connexes issues de la réalité régionale. Cette présentation portera un regard sur les conditions de vie des personnes qui habitent la rue, c'est-à-dire celles qui dépendent de la rue pour vivre en soulevant leurs besoins et leurs forces d'être et d'exister dans un tel contexte. Plus précisément, cette présentation abordera sous la forme d'un cercle de l'invisibilité les injustices et les inégalités sociales qui sont enracinées dans leur vie. Certaines actions, qui pourraient être mises en place pour qu'elles puissent vivre dans la sécurité et la dignité, seront finalement discutées.

### RÉFÉRENCES

Bureau de la défenseure fédérale du logement. (2022). *À propos de nous*. <https://www.housingchrc.ca/fr/about-us/propos-de-nous>

Société canadienne d'hypothèques et de logement. (2021). *Stratégie nationale sur le logement*. <https://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/strategie-nationale-sur-le-logement>

---

## À RETENIR

1. Les personnes qui habitent la rue sont ancrées dans un cercle de l'invisibilité qui affecte leur santé et leur vie.
2. Les personnes qui habitent la rue ont des forces qu'il faut considérer à travers nos interventions et nos actions.
3. Une approche axée sur les droits humains est nécessaire pour répondre aux besoins des personnes qui habitent la rue.

## Les enjeux pour l'évolution des politiques sociales, des programmes et des pratiques d'intervention

1. Les ressources qui peuvent augmenter les capacités des personnes qui habitent la rue sont instables et leur existence est précaire (ex. halte 24/7).
2. Nos actions sociales peuvent ancrer les personnes dans un cercle de l'invisibilité et ainsi réduire leurs capacités de (sur)vie.
3. La réalité des personnes qui habitent la rue en région prend une ampleur importante qui demande à revoir nos interventions et nos actions tant au niveau communautaire, public que municipal.

## QUATRIÈME PRÉSENTATION

### Titre

« Aller vers » les personnes en situation d'itinérance dite cachée : une réflexion

### Présentatrice

#### Elisabeth Greissler

Professeure et chercheuse  
École de travail social  
Université de Montréal

Elisabeth Greissler est professeure agrégée à l'École de travail social de l'Université de Montréal et membre du Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales et les discriminations (CRÉMIS). Travailleuse sociale de formation, elle s'intéresse à l'engagement des jeunes en difficulté et à la défense collective de droits des personnes assistées sociales. Ses travaux portent aussi sur l'itinérance. Dans ses travaux de recherche, elle mobilise essentiellement des approches qualitatives et participatives.

## Résumé de la présentation

À partir du deuxième portrait sur l'itinérance au Québec et plus particulièrement le deuxième volet qui concerne l'itinérance cachée (MacDonald et al., 2020), nous synthétiserons les données recueillies dans les Laurentides. Les objectifs de cette démarche étaient d'accroître les connaissances à l'égard du phénomène, de suivre son évolution dans le temps, de documenter l'utilisation des services par les personnes en situation d'itinérance et de soutenir l'établissement des priorités d'action répondant aux besoins des personnes tels qu'ils étaient déterminés par les milieux. Ce second portrait comporte quatre volets : 1) l'itinérance visible; 2) l'itinérance cachée; 3) l'utilisation des services; et 4) l'approfondissement des connaissances à l'égard des personnes en situation d'itinérance.

Dans les Laurentides, seize actrices et acteurs en itinérance ont été rencontré.e.s pour deux groupes de discussion : coordination, direction ou intervenant.e.s issu.e.s d'organismes communautaires, ainsi que du réseau de la santé et des services sociaux des Laurentides. Cinq personnes (3 hommes et 2 femmes) en situation d'itinérance ont également participé à des entrevues individuelles de type récit de vie. Ces données qualitatives nous apportent des éléments éclairants sur les contours de l'itinérance dans la région : manifestations

du phénomène, points tournants et points de bascule, réalités particulières. Considérant les enjeux structurels entourant les situations d'itinérance invisible dans les Laurentides, nous discuterons aussi des défis qui se posent pour l'intervention et notamment, pour rejoindre certaines populations comme les jeunes et les femmes et ainsi, sur la manière d'« aller vers » elles.

Dans cette communication, ce concept est défini comme suit : « une démarche d'approche et d'immersion auprès des populations restées à l'écart des politiques sociales et de santé publique » (Baillergeau et Grymonprez, 2020). En effet, les situations d'itinérance dite cachée sont marquées par des points de bascule particuliers, des situations de non-recours ainsi que des situations de fragilisation des liens avec les institutions et leurs représentant.e.s. Ce fossé entre, d'un côté, des personnes en situation de vulnérabilité qui peinent à accéder aux services (non-demande, non-information, non-proposition ou non-réception d'un droit ou service selon Warrin, 2016) et, de l'autre, des intervenant.e.s communautaires ou du réseau de la santé et des services sociaux qui peinent à les rejoindre et à maintenir un lien avec elles, invite à réfléchir les approches d'intervention, à innover et expérimenter pour mieux « aller vers » ces personnes.

---

## À RETENIR

1. Il existe de nombreux enjeux entourant l'itinérance dite « cachée » dans les Laurentides.
2. De ces enjeux, il est important de mettre l'accent sur les jeunes et les femmes vivant en situation d'itinérance dite « cachée » dans les Laurentides.
3. L'analyse des enjeux entourant les points de bascule à partir du concept de « non-recours » permet de favoriser l'innovation et l'expérimentation de nouvelles stratégies pour mieux « aller vers » les personnes en situation d'itinérance dite « cachée ».

## Les enjeux pour l'évolution des politiques sociales, des programmes et des pratiques d'intervention

Nous discuterons essentiellement des enjeux qui se posent pour rejoindre les personnes dans l'intervention à partir de la présentation d'initiatives innovantes en la matière. Considérant les enjeux structurels entourant les situations d'itinérance invisible dans les Laurentides, nous discuterons aussi des défis qui se posent pour l'intervention et notamment, pour rejoindre certaines populations comme les jeunes et les femmes et ainsi, sur la manière d'« aller vers » elles.

## RÉFÉRENCES

- Baillergeau E., & Grymonprez H. (2020). « Aller-vers » les situations de grande marginalité sociale : les effets sociaux d'un champ de pratiques sociales. Dans C. Avenel et N. Duvoud (dir.), *Le travail social entre pouvoir discrétionnaire et pouvoir*, RFAS, 2, 117-136.
- MacDonald, S.-A., Côté, P.-B., Fontaine, A., Greissler, E., & Houde, S. (2020). *Démarche qualitative du Deuxième portrait de l'itinérance au Québec : regards croisés et approfondissement des connaissances*. Rapport final, 187 p. [https://api.cremis.ca/wp-content/uploads/2021/12/Rapport-final\\_2020-05-26\\_Version-finale\\_murale.pdf](https://api.cremis.ca/wp-content/uploads/2021/12/Rapport-final_2020-05-26_Version-finale_murale.pdf)
- Warin, P. (2016). *Le non-recours aux politiques sociales*. Grenoble, France : Presses universitaires de Grenoble.

## 3.5. CONFÉRENCE DE CLÔTURE

### GRANDE CONFÉRENCE

#### Titre

Abaisser le seuil, réduire les barrières : comment le réseau de la santé et des services sociaux peut-il s'adapter aux besoins de personnes en situation d'itinérance ?

#### Présentatrice

##### Dre Marie-Ève Goyer

Médecin de famille

Cheffe médicale adjointe des services spécifiques en itinérance, dépendance et santé mentale au CIUSSS Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal.

Dre Marie-Ève Goyer est médecin de famille et détient une maîtrise en santé communautaire de l'Université de Montréal. Elle est cheffe médicale adjointe des services spécifiques en itinérance, dépendance et santé mentale au CIUSSS Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal. Elle a participé à l'implantation des services d'injection supervisée et du programme PROFAN sur la naloxone à Montréal. Elle est aussi responsable de l'implantation du premier service de traitement de la dépendance aux opioïdes via une médication injectable. Elle a mis sur pied l'unité d'isolement COVID pour les personnes en situation d'itinérance dans l'ancien hôpital Royal-Victoria. Elle travaille à l'étranger avec Médecins du Monde sur des projets en dépendance. Elle est professeur agrégée de clinique à l'Université de Montréal et médecin expert à la direction des services en dépendance et itinérance du Ministère de la Santé et des Services sociaux. Elle s'intéresse notamment à la pleine conscience, à l'organisation des services et à la pédagogie.

#### Résumé de la présentation

Les personnes en situation d'itinérance ou aux prises avec une dépendance font partie des personnes dont la société québécoise s'est le plus désolidarisée. Cette exclusion s'est perpétuée et a parfois même été accentuée par la COVID et les mesures sanitaires réfléchies pour le plus grand nombre, tout comme elle peut l'être par diverses politiques publiques, dont la criminalisation des drogues. De même, le réseau de la santé et des services sociaux (RSSS), du fait de ses silos, de sa rigidité et de ses préjugés, perpétue plusieurs inégalités sociales de santé. L'heure est venue d'implanter de nouvelles pratiques permettant de repenser l'approche du phénomène de l'itinérance. Parmi celles-ci, la philosophie de la réduction des méfaits et l'approche à bas seuil d'accessibilité qu'elle comporte constitue un fil conducteur humain et pragmatique. La pratique de l'analyse des barrières à l'accès et à la rétention, que ce soit dans l'accès aux soins, mais plus largement à l'ensemble des services institutionnels ou communautaires permet d'assurer que les personnes les plus fragiles soient rejointes. Finalement, l'approche basée sur les traumatismes et la violence dans l'ensemble de l'offre de service constitue une façon novatrice de répondre aux besoins de personnes et aux particularités régionales.

#### À RETENIR

1. La philosophie de la réduction des méfaits et l'approche à bas seuil d'accessibilité permettent de baliser l'offre de service de façon pragmatique et humaniste.
2. L'analyse des barrières à l'accès et à la rétention que ce soit dans le RSSS ou les services communautaires constitue une lunette d'approche visant à rejoindre les personnes les plus fragiles dans une perspective d'équité.
3. L'approche basée sur les traumatismes et la violence (*trauma-informed care*) est nouvelle pour le Québec et servira à rendre les services plus adaptés et individualisés.

#### Les enjeux pour l'évolution des politiques sociales, des programmes et des pratiques d'intervention

1. La stigmatisation des personnes en situation d'itinérance ou aux prises avec une dépendance constitue une barrière importante à l'accès aux services en temps opportun.
2. L'évaluation des facteurs ayant mené ou perpétuant la situation d'itinérance favorise le développement d'approches plus sensibles aux besoins des personnes et aux enjeux structurels de l'itinérance.
3. La capacité des services de s'adapter aux personnes, et non l'inverse, doit être au cœur de la mise en œuvre des politiques sociales.



### 3.6. ATELIER DE MOBILISATION DES CONNAISSANCES



---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---







A page of lined paper with 30 horizontal blue lines.

## Outils pour soutenir les pratiques



### Outils CREMIS – Guide des bonnes pratiques en itinérance

HURTUBISE, R., ROY, L., TRUDEL, L., ROSE, M-C., & PEARSON, A. (2020). *Guide des bonnes pratiques en itinérance*. Montréal : CREMIS, CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal.



### IRIS – Instrument de repérage et d'identification des situations résidentielles instables et à risque

HURTUBISE, R., BENOIT, R. & CAMARA, S. (2019). IRIS. *Instrument de repérage et d'identification des situations résidentielles instables et à risque. Guide d'accompagnement*. Montréal : CREMIS, CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, 20p.



### Outil d'aide à l'exploration de l'instabilité résidentielle

HURTUBISE, R., CAMARA, S., & BENOIT, R. (2019). *Outil d'aide à l'exploration de l'instabilité résidentielle. Guide d'accompagnement*. Montréal : CREMIS, CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, 20p.



### Grille d'auto-évaluation pour l'observation dans les milieux

HURTUBISE, R., CAMARA, S., & BENOIT, R. (2019). *Grille d'auto-évaluation pour l'observation dans les milieux – Guide d'accompagnement*. Montréal : CREMIS, CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, 14p.





Centre intégré  
de santé  
et de services sociaux  
des Laurentides



**UQO** CAMPUS DE  
SAINT-JÉRÔME

**CREMIS**

Centre de recherche de Montréal  
sur les inégalités sociales,  
les discriminations et  
les pratiques alternatives  
de citoyenneté



Conseil de recherches en  
sciences humaines du Canada  
Social Sciences and Humanities  
Research Council of Canada

